

ACTION URGENTE

DES PRISONNIERS POLITIQUES TOUJOURS EN DÉTENTION

Au moins huit responsables politiques demeurent détenus par les autorités iraniennes, dont deux sont hospitalisés sous surveillance. Ebrahim Yazdi a été remis en liberté. Toutes ces personnes sont des prisonniers d'opinion, détenus uniquement pour avoir exprimé pacifiquement leurs opinions, notamment au sujet de l'issue du scrutin.

Sept des huit responsables politiques arrêtés à Téhéran le 16 juin 2009 en raison de leur opinion présumée au sujet de l'élection présidentielle iranienne controversée ou de leurs liens avec l'ancien président, Mohammad Khatami, sont toujours détenus. Outre les personnes nommées dans l'AU à laquelle la présente action complémentaire fait suite, Mohsen Mirdamadi, ancien député et ex-membre dirigeant du Front de participation islamique iranien (FPII), a également été arrêté le 13 juin. Ebrahim Yazdi a été libéré le 19 juin et renvoyé dans un hôpital de Téhéran où il avait été arrêté alors qu'il subissait des examens.

Said Hajjarian, ancien conseiller de la ville de Téhéran et de Mohammad Khatami et journaliste d'investigation, a été transféré de la prison d'Evin à l'hôpital sous la surveillance des forces de sécurité, probablement le 3 juillet. Il se déplace en fauteuil roulant depuis la tentative d'assassinat dont il a été victime en 2000. Son épouse a pu lui rendre visite une fois en prison. À cette occasion, Said Hajjarian lui a indiqué que les médicaments qu'elle avait déposés à la prison deux jours après son arrestation lui avaient été remis. Le jour de cette visite, il souffrait d'une hypertension qui n'était pas traitée, et son état de santé psychologique était également inquiétant. Il a besoin quotidiennement de médicaments spécifiques et de soins de physiothérapie, dont il semble avoir été privé. Mohsen Aminzadeh a également été transféré dans un hôpital de Téhéran le 4 juillet, pour des raisons qu'Amnesty International ignore. Ces deux hommes demeurent en détention.

Le 4 juillet, l'avocat qui représente Mohammad Ali Abtahi, Mohsen Aminzadeh, Behzad Nabavi, Abdollah Ramazanzadeh, Mostafa Tajzadeh et Mohsen Mirdamadi a déclaré qu'il n'avait pas été autorisé à rendre visite à ses clients. Il a précisé que « *l'accusation généralement portée contre eux [était] celle d'agissements contre la sécurité nationale* » et que leurs dossiers seraient renvoyés devant des tribunaux révolutionnaires à l'issue d'une enquête préliminaire s'ils étaient inculpés. Aucun des membres de leurs familles n'a été autorisé à les voir.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en persan, en arabe, en anglais, en français ou dans votre propre langue) :

- priez instamment les autorités de libérer immédiatement et sans condition ces responsables et militants politiques (veuillez les nommer), ainsi que toutes les autres personnes arrêtées uniquement en raison de leurs opinions exprimées pacifiquement, notamment sur l'issue du scrutin, car il s'agit de prisonniers d'opinion ;
- demandez qu'ils soient autorisés sans délai à entrer en contact avec leurs proches et les avocats de leur choix, ainsi qu'à bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin, et qu'ils soient protégés contre toute forme de torture ou d'autres mauvais traitements ;
- exhortez les autorités à les libérer, à moins qu'ils ne soient poursuivis pour des infractions reconnues par le droit international dans le cadre d'une procédure conforme aux normes internationales d'équité.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 19 AOÛT 2009 À :

Guide spirituel de la République islamique d'Iran :

Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Office of the Supreme Leader
Islamic Republic Street – End of Shahid Keshvar Doust
Street, Tehran, République islamique d'Iran
Courriers électroniques : info_leader@leader.ir ou par
l'intermédiaire de son site Internet :
www.leader.ir/langs/en/index.php?p=letter (en anglais)
www.leader.ir/langs/fa/index.php?p=letter (en persan)
Formule d'appel : *Your Excellency, / Excellence,*

Responsable du pouvoir judiciaire :

Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahroudi
Office of the Head of the Judiciary
Pasteur St., Vali Asr Ave., south of Serah-
e Jomhuri, Tehran 1316814737,
République islamique d'Iran
Courriers électroniques :
shahroudi@dadgostary-tehran.ir (objet :
« *FAO Ayatollah Shahroudi* »)
Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre de l'Intérieur :
Sadegh Mahsouli
Ministry of the Interior
Dr Fatemi Avenue
Tehran, République
islamique d'Iran
Fax : +98 21 8 896 203
+98 21 8 899 547
+98 21 6 650 203

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays.
Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

Ceci est la première mise à jour de
l'AU 159/09, MDE 13/058/2009.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES PRISONNIERS POLITIQUES TOUJOURS EN DÉTENTION

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Dans les jours qui ont suivi l'annonce, le 13 juin, de la victoire du président Ahmadinejad à l'élection présidentielle qui s'était tenue la veille, victoire que contestent des centaines de milliers d'Iraniens, les autorités ont imposé des restrictions draconiennes de la liberté d'expression, d'association et de réunion. De nombreux membres des forces de sécurité, y compris des *bassidji* (miliciens volontaires), ont été envoyés dans les rues. L'accès à Internet et aux réseaux de téléphonie mobile a été bloqué par intermittence ou fréquemment interrompu. Des journaux et magazines iraniens ont reçu l'interdiction de publier des informations au sujet des troubles qui agitent l'ensemble du pays depuis l'annonce du résultat. Les journalistes travaillant pour des médias étrangers ne sont pas autorisés à circuler dans les rues, leurs visas n'ont pas été renouvelés et certains journalistes étrangers ont été arrêtés ou expulsés du territoire.

Selon des déclarations de hauts responsables recueillies par Amnesty International, au moins 2 277 personnes ont été arrêtées depuis le 12 juin par la police et les *bassidji* à travers le pays, au cours de manifestations ou après celles-ci. Parmi elles figurent notamment des personnalités politiques de premier plan proches de Mir Hossein Moussavi, de l'autre candidat à l'élection présidentielle Mehdi Karroubi ou de l'ancien président Mohammad Khatami, qui a soutenu la candidature de Mir Hossein Moussavi. Certains défenseurs des droits humains, ainsi que des journalistes, ont été arrêtés. Le 16 juin, Abdolfattah Soltani, avocat et défenseur des droits humains, a également été arrêté et placé en détention (voir l'AU 160/09, MDE 13/059/2009, 19 juin 2009, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE13/059/2009/fr>). Le journaliste Issa Saharkhiz a été arrêté le 4 juillet et conduit dans un lieu inconnu (voir l'AU 181/09, MDE 13/067/2009, 6 juillet 2009, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE13/067/2009/fr>). Le 24 juin, 70 universitaires venus rencontrer le principal candidat de l'opposition, Mir Hossein Moussavi, ont été arrêtés alors qu'ils quittaient son bureau. Ils ont tous été libérés, à l'exception de quatre personnes. Parmi les personnes encore détenues figurent le responsable de la campagne électorale de Mir Hossein Moussavi, Ghorban Behzadian, et Ardashir Amir Arjomand, professeur de droit à l'université Shahid Beheshti. Des centaines d'autres personnes ont été arrêtées lors des manifestations contre les résultats de l'élection, au cours desquelles les services de sécurité ont fait un usage excessif de la force. Selon les autorités iraniennes, au moins 21 personnes ont trouvé la mort, mais ce chiffre est probablement en deçà de la réalité.

Action complémentaire sur l'AU 159/09, MDE 13/068/2009, 8 juillet 2009

